

**DECLARATION DE SON EXCELLENCE IDRIS DEBY ITNO,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU TCHAD, CHEF DE L'ETAT,
PRESIDENT EN EXERCICE DE L'UNION AFRICAINE,
A LA 71^{ème} SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE
DES NATIONS UNIES
(20 SEPTEMBRE 2016)**

**Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Délégations ;
Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies ;
Distingués invités ;
Mesdames et Messieurs.**

Permettez-moi de tout d'abord de féliciter Son Excellence Peter Thompson, Président de la République des Fidji, élu Président de la présente Session de l'Assemblée Générale et l'assurer du soutien de mon pays le Tchad.

Je voudrais en même temps féliciter M. Ban Ki Moon, Secrétaire Général des Nations Unies dont le mandat arrive à son terme et qui s'est investi sans relâche, huit années durant, pour l'avènement d'un monde de paix et de progrès.

Je voudrais, au nom du Tchad et au nom de l'Union Africaine lui rendre un hommage combien mérité pour son investissement personnel dans le règlement des crises de par le monde. .

**Mesdames et Messieurs.
Distingués invités ;**

Permettez-moi de partager avec vous les préoccupations du Tchad et celles du Continent sur les grandes questions qui se posent à l'humanité.

Le monde dans lequel nous vivons suscite de grosses inquiétudes, pour ne pas dire qu'il fait peur. Les crises politiques, économiques et financières, les conflits religieux, le terrorisme, la migration, le chômage, la dégradation rapide du climat, prennent une ampleur inégalée. Aucun Continent, aucune région du monde n'est épargnée par l'un ou quelques uns de ces fléaux.

Les citoyens du monde, tout niveau de vie confondu, vivent perpétuellement dans l'angoisse pour certains, le désespoir pour d'autres ; parce que les guerres et la violence aveugle se multiplient et l'espoir de les résoudre est mince. La tragédie syrienne qui se déroule sous nos yeux illustre bien notre impuissance collective.

Dans ce monde d'incertitude, l'Afrique est le Continent qui cristallise toutes les peurs, les angoisses et le désespoir. Victime de la spoliation coloniale, aux prises ensuite avec l'instabilité politique, la pauvreté et le sous développement, l'Afrique est devenue depuis peu un des terrains du terrorisme. La Somalie, la Libye, le Mali, le Bassin du Tchad sont les épicentres du terrorisme qui cherche à s'étendre sur l'ensemble du Continent.

Mais l'Afrique est aussi la zone la plus démunie face aux crises que vit le monde. **Malgré cela, elle s'est engagée sur la voie de la transformation structurelle de son économie en adoptant l'Agenda 2030 et l'Agenda 2063 ; de même qu'elle s'attelle à mutualiser ses efforts pour garantir sa sécurité en créant un Fonds Spécial de lutte contre le terrorisme lors du dernier Sommet de l'Union Africaine tenu à Kigali, au Rwanda.**

Nous avons à l'échelle du Bassin du Lac Tchad, comprenant le Cameroun, le Niger, le Nigéria et le Tchad, réussi à vaincre la secte criminelle et terroriste Boko Haram, grâce à la mise en commun de nos modestes moyens.

La misère et l'insécurité que connaît le Continent ne peuvent ne pas avoir des conséquences sur les autres régions du monde. L'impressionnante vague migratoire de jeunes africains vers l'Europe auxquelles on assiste quotidiennement, n'est elle pas le résultat combinée d'une responsabilité africaine à un manque de solidarité des pays développés.

On a beau ériger des barrières, construit des ghettos, pour contenir les migrants, le phénomène ne s'arrêtera pas tant que les régions concernées ne lui apporteront pas une réponse commune et surtout appropriée.

Aussi, la Communauté internationale doit-elle impérativement se pencher sur les difficultés auxquelles fait face l'Afrique. Il ne s'agit pas de lui faire l'aumône, mais d'établir avec elle un véritable partenariat stratégique face à des dangers communs et planétaires. Ce partenariat est particulièrement indispensable dans le domaine du combat contre le terrorisme.

Mais la riposte au terrorisme ne peut pas être seulement sécuritaire. Elle doit s'accompagner du développement, car c'est le sous développement qui fait le lit du terrorisme, tout comme il est la cause de la migration des Africains vers d'autres Continents.

Le partenariat avec l'Afrique doit aussi se manifester dans la lutte pour la préservation de l'environnement, sérieusement dégradé par le changement climatique. L'assèchement rapide du Lac Tchad et l'ensablement du Fleuve Niger sont les plus beaux exemples de cette dégradation.

Tout en me réjouissant du formidable élan de toutes les Nations du monde lors de la Conférence de Paris sur le Climat, j'exhorte la Communauté internationale à tenir ses engagements vis-à-vis de l'Afrique.

**Mesdames et messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Mesdames et Messieurs,**

L'Afrique n'est pas qu'un gigantesque réservoir de matières premières. C'est aussi un peu plus d'un milliard d'hommes et de femmes qui aspirent aux mêmes égards et au même bien être que tous les autres peuples du monde. Il n'est pas admissible qu'elle continue d'être exclue, marginalisée dans le processus de prise de décision des affaires de la planète, comme c'est le cas en ce moment au Conseil de Sécurité.

Il est dommage que la réforme que nous appelons de tous nos vœux depuis des années ne suscite aucun intérêt. Au sein de l'Union Africaine, nous continuerons notre plaidoyer pour la mise en place d'une organisation universelle plus juste.

Le village planétaire qu'est devenu le monde ne sied plus aux réflexes égocentriques adoptés par les pays riches qui se mettent à l'abri face aux problèmes qui ont un caractère universel, transnational. Face aux crises multidimensionnelles qui secouent l'ensemble des Nations, l'Organisation des Nations Unies reste l'outil principal dont nous devons nous servir pour apporter aux citoyens du monde plus de sérénité et d'espérance.

Comme dans un mariage, chacun de nos Etats, quelque soient ses moyens et sa puissance, doit s'engager à rester fidèle à l'humanité, dans le meilleur comme dans le pire. Il y va de notre destin commun.

Je vous remercie.

Aussi, des efforts conséquents doivent-ils être déployés pour assurer l'autonomisation de la femme et des jeunes, et résoudre les problèmes démographiques auxquels le continent est confronté afin d'assurer un meilleur avenir à la jeunesse noble objectif qui est de bâtir une Afrique intégrée, prospère et en paix.

Mesdames et Messieurs

A l'image de la plupart des continents, l'Afrique fait aujourd'hui face à des défis majeurs comme le terrorisme, la radicalisation, les trafics illicites de tout genre et la criminalité transfrontalière organisée.

Pour lutter contre ces fléaux, l'Union Africaine a créé au Sommet de Kigali, en juin dernier, le Fonds spécial africain de lutte contre le terrorisme. Ce Fonds sera alimenté par les pays africains, leurs partenaires et la communauté internationale.

Cette décision a été prise dans le souci d'assurer un financement conséquent des instruments et initiatives africains créés dans le but d'assurer la sécurité et la paix sur le continent.

Je pense aux initiatives régionales telles que la Force Mixte Multinationale mise en place par les Etats du Bassin du Lac Tchad et le Benin pour lutter contre le groupe terroriste Boko Haram, le Groupe G5 Sahel initié par les Pays du Sahel en vue de faire face aux problèmes de sécurité et du développement dans cette région et les Forces africaines en Somalie.

Toutes ces initiatives exigent un financement plus important car nous ne pouvons pas sereinement assurer notre développement si nous n'arrivons pas à garantir la sécurité de nos populations et de nos régions.

Effectivement, la situation sécuritaire dans beaucoup de pays africains nous préoccupe profondément. Les groupes terroristes continuent leurs

attaques au Mali en dépit de la présence des forces onusiennes sur le terrain et des Accords de paix conclus après d'âpres négociations à Alger.

Aussi, appelons-nous les différentes Parties à privilégier le dialogue, comme seule voie de la paix et de la sécurité, au bénéfice du peuple malien. A l'ONU, nous demandons d'étudier toutes les réponses appropriées au regard de ce regain d'activisme afin de permettre à ce Pays frère de retrouver la stabilité et la paix.

En Libye, au regard il y a necl'Union Africaine poursuivra ses efforts aux côtés de l'ONU et de la Communauté internationale, pour la recherche d'une solution pacifique à la crise que traverse ce pays depuis plusieurs années, à travers un dialogue politique global et inclusif.

Nous avons déploré la reprise des hostilités au Soudan du Sud. La réaction rapide de l'Union Africaine ainsi que celle de l'ONU a permis de ramener le calme dans ce pays. Le travail du Comité ad hoc de l'IGAD + 5, chargé de la médiation, doit continuer afin que l'on parvienne à une solution acceptable à cette crise qui ne cesse de faire des victimes innocentes.

Le dialogue inclusif doit aussi être privilégié dans tous les conflits et crises qui secouent le continent. Je salue le sens de dialogue et de l'intérêt national des frères du Soudan qui ont signé le Document de Paix de Doha pour la Paix au Darfour. J'invite les autres parties qui n'ont pas encore signé cet accord majeur à le faire dans les meilleurs délais.

Je me réjouis aussi du retour progressif de la paix et de la stabilité en République Centrafricaine et encourageons ce peuple frère à maintenir et à renforcer cette dynamique. De même, j'exhorte les frères du Gabon, du Burundi et de la RDC au dialogue et à la concertation en vue de régler de manière pacifique les tensions pré et post-électorales.

La philosophie de dialogue que nous recommandons aux Etats d'Afrique est également l'alternative crédible et durable aux crises en Irak, en Syrie et au Yémen. Nous invitons les différents acteurs de ces conflits à

un sursaut patriotique en vue de mettre un terme aux drames humanitaires.

Dans le même sillage, le conflit israélo-palestinien ne pourra trouver une issue heureuse dans un dialogue franc et sincère. L'Union Africaine réitère son approche de solution basée sur la création d'un Etat palestinien indépendant et souverain vivant en sécurité aux côtés de l'Etat hébreu.

**Distingués invités ;
Mesdames et Messieurs.**

L'un des défis majeurs de l'Afrique est le changement climatique et les questions environnementales. L'assèchement du Lac Tchad, l'ensablement du fleuve Niger et le phénomène El Nino, sont autant de problèmes qui attendent des réponses adéquates et urgentes.

Et ce, dans l'esprit des instruments internationaux auxquels nous avons souscrits, notamment le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes naturelles et l'Accord de Paris sur le climat. Sans une approche holistique, il serait difficile de relever les défis universels et assurer un avenir meilleur aux générations présentes et futures.

Je ne saurais clore mes propos sans évoquer la question lancinante de la réforme du Conseil de Sécurité. L'Afrique qui compte 54 Etats doit logiquement et impérativement avoir toute sa place dans la gouvernance mondiale.

Aussi voudrais-je, en ma qualité de Président en exercice de l'Union Africaine réitérer notre demande pressante de réforme du Conseil de Sécurité pour que le continent y soit représenté en qualité de membre permanent disposant d'un droit de veto.

Je vous remercie de votre aimable attention.